



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD – PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement

Prouvy, le 22 octobre 2012

Unité Territoriale du Hainaut-Cambrésis-Douais  
Parc d'Activités de l'Aérodrome - BP 40137  
59303 Valenciennes cedex  
9h00 – 12h00 / 14h00 – 17h00  
16h15 le vendredi

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES  
INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR PASSAGE EN CODERST**

Affaire suivie par Richard PREUVOT

Téléphone : 03.27.21.05.15

Télécopie : 03.27.21.00.54

richard.preuvot@developpement-durable.gouv.fr

Référence : RP/V2.2012.628

Référence : Rejet de Substances Dangereuses dans l'Eau  
Equipe : V2  
N° S3IC : 070.00727  
Type d'établissement : Autorisation, PN

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement.  
Arrêté préfectoral complémentaire imposant la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses de l'établissement SNC RENAULT DOUAI dans le milieu aquatique.

**Référence :** Arrêté préfectoral du 9 juin 2010 imposant à la SNC RENAULT DOUAI des prescriptions relatives à la surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique pour son établissement situé à DOUAI.

**Raison sociale de l'établissement :** RENAULT DOUAI SNC

**Adresse du siège social :** 13 - 15 quai Alphonse Le Gallo  
92513 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex

**Adresse de l'établissement :** Usine Georges Besse – ZAC de Lambres-lez-Douai  
59509 DOUAI Cedex

**Activité principale :** Constructeur automobile

**Contact dans l'entreprise :** Caroline OBRY – Responsable Service Environnement

**Code NAF :** 341 Z

**SIRET :** 410 206 437 00031

**Nombre de salariés :** 4.900

Renault\_Douai\_RapportCoderst\_070.00727\_22102012

## Sommaire

1. Introduction
2. Mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 complétée par la note du 27 avril 2011
3. Surveillance (phase pérenne) des rejets des substances dangereuses
4. Avis de l'inspection des installations classées
5. Suites administratives

## Annexes

1. Tableau récapitulatif des flux mesurés et du classement des substances
2. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
3. Lettre DREAL du 5 septembre 2012 (consultation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire)
4. Lettre en réponse de l'exploitant du 21 septembre 2012

## **I. – INTRODUCTION**

La directive Cadre sur l'Eau DCE 2000/60/CE du 23 octobre 2000 prévoit la mise en œuvre des actions qui doivent permettre l'atteinte du bon état des masses d'eau en 2015. Elle vise également la réduction progressive, voire la suppression des rejets de substances dangereuses compte tenu de leur caractère toxique, persistant et bioaccumulable pour le milieu aquatique.

Suite à l'adoption de cette directive, le Ministère en charge de l'Environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (action RSDE).

Au niveau national, la première phase de l'action de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (3RSDE) par les installations classées s'est déroulée de 2002 à 2007. Elle a porté sur la recherche de 106 substances dangereuses pour chaque rejet. Elle a été déclinée en Nord – Pas-de-Calais auprès de 240 établissements, en vue d'acquiescer ou d'approfondir la connaissance des rejets industriels des substances dangereuses.

Le bilan national des données de cette première phase a permis de capitaliser des données sur la métrologie des substances, et de dresser la liste des substances dangereuses caractéristiques de chaque secteur d'activité. Le bilan régional a permis de cibler les enjeux locaux.

Sur la base du bilan national, la circulaire du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 5 janvier 2009 a défini une deuxième phase de cette action qui consiste à la mise en place d'actions généralisées, déclinées par secteur industriel, de surveillance, de quantification, puis conjointement ou consécutivement de réduction des flux de substance toxiques déversées dans les rejets des ICPE.

## **II – MISE EN ŒUVRE DE LA CIRCULAIRE DU 5 JANVIER 2009 COMPLETEE PAR LA NOTE DU 27 AVRIL 2011**

### **II.1. Établissements concernés :**

Les établissements concernés par la mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 sont les ICPE dont le secteur d'activité correspond à l'un des secteurs mentionnés dans l'annexe 1 de la dite circulaire et :

- soumises à autorisation, en activité ou en phase de post-exploitation et disposant toujours d'une autorisation de rejets d'eaux industrielles,
- soumises à déclaration si une action généralisée visant le retour au bon état des masses d'eau est menée sur un bassin versant.

En priorité parmi ces installations sont concernées :

- les ICPE nouvelles ou faisant l'objet de nouveaux arrêtés,
- les ICPE relevant de la directive IPPC,
- les ICPE identifiées comme étant à enjeux au niveau régional en raison des critères relatifs à la pollution des eaux de surface.

## II.2. Rejets concernés :

Les rejets concernés sont les eaux issues du procédé industriel et eaux pluviales ou de refroidissement susceptibles d'être souillées du fait de l'activité industrielle (exemple : lixiviat de décharge, eaux pluviales issues des zones d'activité extérieures en contact avec les installations industrielles), que leur rejet s'effectue directement au milieu naturel ou via une station d'épuration. Sont exclues les eaux pluviales des voies de circulation, toitures et surfaces non affectées par l'activité industrielle.

## II.3. Étapes de réalisation :

L'action se décline de la manière suivante pour les installations concernées :

→ **Prise d'un arrêté préfectoral complémentaire** prescrivant une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu) : 1 mesure 24h/mois pendant 6 mois, afin de vérifier leur présence et la quantifier le cas échéant.

La liste de substances est établie en fonction :

- du secteur d'activité de l'établissement,
- de l'état de la masse d'eau (concentrations mesurées dans le milieu naturel) dans laquelle s'effectue in fine le rejet des eaux de l'établissement,
- des résultats, le cas échéant, de la première phase de l'action RSDE.

La circulaire du 23 mars 2010 précise que la recherche peut être abandonnée pour les substances, ne figurant pas en gras sur les listes sectorielles en rapport avec l'activité du site à l'annexe 1 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée, et qui n'auront pas été détectées après 3 mesures réalisées dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la même circulaire.

Pour le secteur de la chimie qui ne dispose pas de liste sectorielle, la recherche peut être abandonnée pour les substances qui n'ont pas été détectées ni lors de la première phase de l'action RSDE, ni après 1 mesure réalisée dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la circulaire susvisée.

→ **Émission d'un rapport** d'analyses par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site. Au terme de cette surveillance initiale et au regard des résultats obtenus, la nécessité de poursuivre la surveillance et de revoir le cas échéant la liste des substances recherchées sera étudiée.

→ **Prise d'un second arrêté préfectoral complémentaire** prescrivant la surveillance pérenne : 1 mesure par trimestre sur une liste de substances établie en fonction des résultats de la surveillance initiale.

→ **Établissement** et fourniture d'un **programme d'actions** pour obtenir des réductions voire des suppressions d'émission de certaines substances dangereuses. Dans le cas où des actions précises de réduction ne peuvent pas être rapidement mises en place, le programme d'action comprend les dates de lancement, de réalisation et d'achèvement des **études technico-économiques** permettant d'établir les différentes voies de réduction envisageables.

→ **Émission** par l'exploitant d'un **deuxième rapport d'analyses** qui permettra de déterminer pour quelles substances la surveillance peut être abandonnée, suite, notamment, à une amélioration de la qualité des rejets.

## III. – SURVEILLANCE (PHASE PERENNE) DES REJETS DE SUBSTANCES DANGEREUSES

L'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2010 a imposé à RENAULT DOUAI SNC, en application de la circulaire du 5 janvier 2009, une phase initiale de surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

L'exploitant a transmis le 11 janvier 2012 à l'inspection des installations classées son rapport de surveillance initiale, qu'il a ensuite complété le 4 septembre 2012 suite à des remarques formulées par l'inspection des installations classées.

Ce rapport comprend :

- un tableau récapitulatif des mesures ;

- l'ensemble des rapports d'analyses ;
- l'état récapitulatif permettant d'attester de la traçabilité des opérations de prélèvement et de mesure de débit édité à partir du site de l'Ineris ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- une estimation du flux journalier moyen conformément au paragraphe 1.2 de la note du DGPR du 27 avril 2011 sus-visée.

Au vu des résultats, l'exploitant a classé les substances mesurées lors de cette phase de surveillance en 3 catégories:

1 - Les substances analysées lors de la surveillance initiale dont il n'est pas utile de maintenir la surveillance au vu des faibles niveaux de rejets constatés : **substances à abandonner**

2 - Les substances dont les quantités rejetées sont suffisamment importantes pour qu'une surveillance pérenne de ces émissions soit maintenue : **substances à surveiller**

3 - Parmi ces substances à surveiller, celles pour lesquelles les quantités rejetées ne sont pas suffisamment faibles pour dispenser l'exploitant d'une réflexion approfondie sur les moyens à sa disposition pouvant permettre d'obtenir des réductions voire des suppressions : **substances devant faire en plus de la surveillance l'objet d'un programme d'actions.**

#### IV. – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Dans sa transmission du 11 janvier 2012, l'exploitant, au vu des résultats de la surveillance de ses rejets aqueux, exercée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2010 susvisé, prévoit le maintien d'une surveillance pérenne uniquement pour le nickel, assortie d'un plan d'actions.

Cependant, l'inspection des installations classées ne retient pas la proposition de l'exploitant d'abandonner la surveillance des substances suivantes :

- zinc
- cuivre
- monobutylétain cation.

En effet, la concentration mesurée des deux premières substances dépasse le seuil de 10 NQE (Normes de Qualité Environnementale définies par l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié).

Les teneurs en monobutylétain cation sont, quant à elles, trente à quarante fois supérieures à la limite de quantification pour quatre des six mesures effectuées. Bien qu'aucune NQE n'existe pour cette substance, les teneurs observées sont très importantes et nécessitent un suivi complémentaire sur l'ensemble des composés du butylétain.

Par ailleurs, la substance Nonylphénols, détectée lors de la surveillance initiale, est considérée comme déclassant la masse d'eau Scarpe canalisée aval.

En conséquence, les substances précitées doivent être maintenues dans la liste des substances à surveiller, en sus du nickel.

Un tableau récapitulatif des flux mesurés et du classement des substances est joint en annexe 1.

D'autre part, comme l'indique l'exploitant, le nickel doit faire l'objet d'un programme d'actions en application de la circulaire du 5 janvier 2009 complétée par la note du directeur général de la prévention des risques du 27 avril 2011.

Si l'exploitant ne peut présenter un programme de réduction des rejets de cette substance, accompagné d'un échéancier de mise en œuvre, dans le plan d'actions, alors une étude technico-économique devra être menée sur le sujet.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été rédigé en ce sens (projet joint en annexe 2).

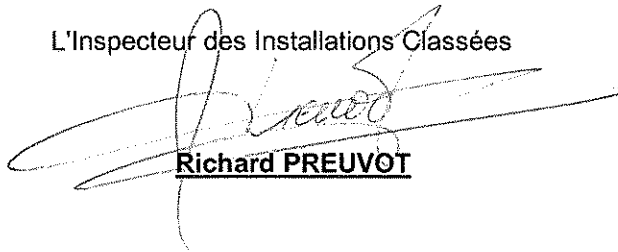
L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté par lettre du 5 septembre 2012, dont une copie est jointe en annexe 3.

Il a informé l'inspection des installations classes par lettre du 21 septembre 2012 que celui-ci n'appelait aucune remarque particulière de sa part. (annexe 4)

## V – SUITES ADMINISTRATIVES

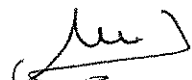
L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Nord d'imposer à la société RENAULT DOUAI SNC, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique. Un projet d'arrêté rédigé dans ce sens est joint en annexe 2 au présent rapport.

L'Inspecteur des Installations Classées



**Richard PREUVOT**

Vu et transmis à Monsieur le Chef du Service Risques  
Prouvy, le **25 OCT. 2012**  
Le Chef d'Unité



**Daniel HELLEBOID**

Vu et transmis avec avis conforme à :

- Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais, Préfet du Nord – DiPP/BICPE  
12 et 14 rue Jean Sans Peur  
59039 LILLE CEDEX  
pour passage en CODERST

Lille, le **12 NOV. 2012**  
Pour le Directeur et par délégation,  
L'Ingénieur des Mines,  
Chef du Service Risques



**Frédéric BAUDOUIN**



**ANNEXE 1 : Tableau récapitulatif des flux mesurés et du classement des substances**





## Synthèse des campagnes initiales RSDE - RENAULT - Usine de DOUAI (59)

N° d'analyse	180144
--------------	--------

Objet: sortie station d'épuration

Sujet sortie station d'épuration		RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE INITIALE		RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE INITIALE		Critères de la		Critères de maintien de la surveillance initiale												
Famille	Substances	Code SANDRE	LC (µg/l) circulaire	Catégorie	Étendue de l'incertitude associée (MES < 250)	Concentration moyenne	Flux moyen	Flux journalier d'émission en (kg/col.A)	Flux journalier d'émission en (kg/col.B)	NOE	NOE	NOE	NOE	NOE	NOE	NOE	NOE	NOE	NOE	NOE

(\*) NOE fonction de la dureté de l'eau

(\*\*) Les bruits de fond géochimiques n'ont pas été pris en compte dans ces éléments de synthèse. En effet, à ce jour, nous ne disposons d'aucune valeur connue

(\*\*\*) La NOE s'applique à une somme de composés

Substance inférieure au seuil de quantification  
Substance supérieure au seuil de quantification



**ANNEXE 2 : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**



**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant à la SNC  
RENAULT des prescriptions complémentaires relatives à la surveillance  
pérenne de substances dangereuses dans le milieu aquatique pour son  
établissement situé sur le territoire des communes de CUINCY,  
LAMBRES-LEZ-DOUAI, BREBIERES et QUIERY-LA-MOTTE**

- VU** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- VU** la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;
- VU** la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;
- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- VU** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 26 juillet 2010 approuvant le schéma national des données sur l'eau ;
- VU** le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 autorisant la société SNC RENAULT à exercer ses activités sur le territoire des communes de CuiNCY, Lambres-lez-Douai, Brebières et Quiéry-la-Motte ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 juin 2010 prescrivant la surveillance initiale RSDE ;
- VU** le rapport établi par SNC RENAULT et daté du 11 janvier 2012 présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la recherche initiale de substances dangereuses dans les rejets aqueux de l'établissement et complété le 4 septembre 2012
- VU** le courrier de l'inspection du 5 septembre 2012 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant ;
- VU** le courrier en réponse de la SNC RENAULT DOUAI du 21 septembre 2012 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 octobre 2012 ;
- VU** l'avis du CODERST du XXXXX ;

**Considérant** l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

**Considérant** les objectifs du SDAGE Artois-Picardie et son programme de mesures associé pour reconquérir ou maintenir le bon état des masses d'eau ;

**Considérant** les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

**Considérant** la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement puis de déclarer les niveaux d'émission de ces substances dangereuses afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

**Considérant** les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

**Considérant** les flux de substances dangereuses rejetés par l'établissement ;

**Considérant** que l'établissement rejette dans la masse d'eau de code sandre AR49 déclassée de par la présence excédentaire des substances dangereuses suivantes : nonylphénols ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objet**

La société SNC RENAULT, dont le siège social est situé 13 – 15 Quai Alphonse Le Gallo - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex, doit respecter, pour ses installations situées Usine Georges Besse - ZAC de Lambres lez Douai – 59509 DOUAI CEDEX, les prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau qui ont été identifiées à l'issue de la surveillance initiale.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs, et notamment celui en date du 10 avril 2006, sont complétées par celles du présent arrêté.

### **Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

**2.1** Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 (téléchargeable sur le site [www.rsde.ineris.fr](http://www.rsde.ineris.fr)).

**2.2** Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

**2.3** L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures, afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduelles » comprenant a minima :

a/ Numéro d'accréditation

b/ Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées

2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels

3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire

4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 2 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

**2.4** Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3 de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

**2.5** Les mesures de surveillance des rejets aqueux déjà imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral sur des substances mentionnées dans le présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures visées dans le présent arrêté, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la fréquence des mesures imposée dans le présent arrêté est respectée,
- les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance répondent aux exigences de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009, notamment sur les limites de quantification.

### Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet (*)	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
[Rejet n°1 : rejet général]	zinc	trimestrielle	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	10
	nickel	trimestrielle	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	10
	cuivre	trimestrielle	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	5
	Composés du butylétain - tributylétain cation - dibutylétain cation - monobutylétain cation	trimestrielle	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	0,02 0,02 0,02
	nonylphénols	trimestrielle	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	0,1

(\*) rejet tel que codifié dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 avril 2006

Les limites de quantification pour l'analyse des substances doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

### Article 4 : Programme d'actions

L'exploitant fournit au Préfet dans les six mois suivant la notification du présent arrêté un programme d'actions intégrant les substances listées dans le tableau ci-dessous :

Nom du rejet	Substance
Rejet n°1 : rejet général	Nickel et ses composés

:

Le rapport du programme respecte la trame présentée en annexe 3 de la note du 27 avril 2011 téléchargeable sur le site <http://rsde.ineris.fr>. Il comprend :

- l'identification de l'exploitant, du site et du milieu récepteur final des rejets aqueux,
- les sources d'informations utilisées,
- l'identification des substances visées par le programme d'actions,
- une fiche action respectant le modèle de l'annexe 3 du présent arrêté,
- un tableau de synthèse des fiches action.

Si aucune possibilité de réduction accompagnée d'un échéancier de mise en œuvre précis ne peut être présentée pour les substances visées ci-dessus dans le programme d'actions, les substances en cause doivent alors faire l'objet de l'étude technico-économique prévue à l'article 5 ci-après.

## Article 5 : Etude technico-économique

L'exploitant fournit au Préfet dans un délai maxima de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude technico-économique intégrant l'ensemble des substances visées dans le tableau de l'article 4 qui n'ont pas fait l'objet d'une proposition de réduction dans le programme d'actions.

L'étude technico-économique réalisée à partir de la trame du courrier du Directeur Général de la Prévention des Risques du 19 septembre 2011 a pour objectifs :

- d'examiner sans a priori toutes les techniques visant à prévenir les émissions de substances provenant de l'installation objet de l'étude technico-économique, à les supprimer ou, si cela n'est pas possible, à les réduire,
- de fournir les éléments d'évaluation de l'efficacité et de l'efficience des techniques disponibles (selon l'état de l'art actuel et l'analyse des spécificités de l'installation),
- de proposer des solutions de réduction ou de suppression de ces substances, argumentées techniquement et économiquement, au regard des solutions réalistes retenues et éventuellement de la contamination du milieu en présence,
- de permettre aux services de l'inspection d'établir, sur la base des propositions de l'exploitant, et en collaboration avec lui, un plan de réduction qui sera intégré dans un acte administratif.

Une fiche action, telle que prévue en annexe 3 au présent arrêté, est établie par substance visée par l'étude technico-économique.

## Article 6 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

### 6.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis dans le mois suivant leur réalisation sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (GIDAF, <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>).

### 6.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes

Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 3 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (déclaration GEREP). Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.



**Article 7** Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

**ANNEXE 1 : TABLEAU DES PERFORMANCES ASSURANCE QUALITE (annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009)**

<b>Substance</b>	<b>Code SANDRE</b>	<b>Catégorie de Substance :</b> -1 = <i>dangereuses prioritaires</i> , - 2 = <i>prioritaires</i> , - 3 = <i>pertinentes liste 1</i> , - 4 = <i>pertinentes liste 2</i>  <i>(cf :article 3 de l'AP)</i>	<b>Limite de quantification à atteindre par les laboratoires :</b> <b>LQ en µg/l</b>  <i>(source : annexe 5.2 de l'annexe 5 de la circulaire du 05/01/2009)</i>
Nonylphénols	6598	1	0,1
Nickel et ses composés	1386	2	10
Zinc et ses composés	1383	4	10
Cuivre et ses composés	1392	4	5
Monobutylétain cation	2542	4	0,02

## **ANNEXE 2 : ATTESTATION DU PRESTATAIRE**

Je soussigné(e)

(Nom, qualité) .....

Coordonnées de l'entreprise : .....

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.

- m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement <sup>1</sup>

- reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire\*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

\*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

---

<sup>1</sup> L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

### Annexe 3 : Fiche d'actions

Fiche d'actions pour la substance A	
Origine(s) probable(s) (Matières premières, process (préciser l'étape), eau amont, drainage de zones polluées, pertes sur les réseaux, autres)	
Action N°1 (substitution, suppression, recyclage, traitement, enlèvement déchet, autre)	
Concentration avant action en µg/l Concentration moyenne annuelle sur année début de surveillance pérenne si pas d'action de limitation de rejets de substance mises en œuvre Concentration moyenne annuelle sur une année de référence à définir si action de limitation de rejets de substance mises en œuvre et quantifiable	
Flux annuel (année de référence définie pour la concentration) avant action en g /an <sup>2</sup>	
Flux spécifique avant action en g/unité de production	
Concentration après action en µg/l <sup>2</sup> Concentration moyenne annuelle ou estimée	
Flux après action en g /an	
Flux spécifique après action en g/unité de production	
Coût d'investissement	
Coût annuel de fonctionnement	
Solution Si aucune solution déjà réalisée ou sélectionnée au programme d'action, les investigations approfondies devront être menées dans l'Etude Technico-Economique	déjà réalisée : oui/non
	sélectionnée par l'exploitant au programme d'action : oui/non
	devant faire l'objet d'investigations approfondies (ETE) : oui/non
	Solution envisagée mais non retenue
Raison du choix	
Date de réalisation prévue ou effective	
Autre(s) substance(s) ou paramètres polluants (DCO, MES, etc...), consommation d'eau, déchets, énergie impactés, en plus ou en moins, par l'action envisagée, précision sur la nature de cet impact	
Commentaires	

En cas de raccordement à une station d'épuration collective, l'abattement est-il mesuré pour la substance considérée ? Si oui, préciser l'abattement en %.	
--	--

#### Nota :

1. Les actions déjà réalisées ou en cours en vue de la réduction ou de la suppression des substances dangereuses y compris les actions d'amélioration de la qualité des rejets aqueux pour les paramètres d'autosurveillance doivent être intégrées à ce programme d'action si les gains peuvent être estimés ou mesurés si l'action est déjà mise en œuvre.
2. L'exploitant doit présenter dans le tableau ci-dessous toutes les actions qu'il a envisagées même si celles-ci ne sont pas retenues au titre du présent programme d'actions.
3. Si une même action a pour effet d'abattre plusieurs substances, celle-ci doit être intégrée dans chacune des fiches relatives aux différentes substances.

L'analyse des solutions de réduction comparativement aux MTD qui a pu être menée au sein du bilan de fonctionnement peut être utilisée pour renseigner la fiche action.

<sup>2</sup> si ces informations ne sont pas disponibles action par action, elles peuvent être intégrées dans la synthèse par substance et exprimée en abattement global. A défaut, ces actions devront faire l'objet de l'Etude Technico-Economique.

**ANNEXE 3 : Lettre DREAL du 05/09/2012 de consultation de l'exploitant sur le projet d'APC**





Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale  
de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement

Unité Territoriale  
du Hainaut-Cambrésis-Douais  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137

59303 Valenciennes cedex  
9h00 - 12h00 / 14h00 - 17h00  
(16h15 le vendredi)

Affaire suivie par Richard PREUVOT  
[richard.preuvot@developpement-durable.gouv.fr](mailto:richard.preuvot@developpement-durable.gouv.fr)

Tél : 03 27 21 05 15

Fax : 03 27 21 00 54

RP/V2.2012.558

Prouvy, le 5 septembre 2012

Monsieur le Directeur  
SNC RENAULT

A l'attention du Chef du Département Technique  
et Développement Durable

Usine Georges Besse

59509 DOUAI CEDEX

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement.  
Poursuite de la surveillance initiale et prescription de la surveillance pérenne  
des substances dangereuses à mesurer dans les eaux industrielles rejetées par  
votre établissement.

**Référence :** Votre courrier du 11 janvier 2012, complété par un message électronique du 4  
septembre 2012.

Monsieur le Directeur,

Par arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2010, il vous avait été demandé de  
procéder à la phase initiale de surveillance de vos rejets aqueux dans le cadre de l'action  
nationale de recherche et réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau pour  
votre site de Douai.

Par premier courrier cité en référence, conformément à l'article 3.2 de l'arrêté  
préfectoral susvisé, vous avez transmis à l'inspection des installations classées votre rapport  
sur cette surveillance initiale. En conclusion de ce rapport, sur la base de l'ensemble des  
analyses effectuées, vous proposez :

- la surveillance pérenne pour le nickel, assortie d'un plan d'actions par lequel vous  
précisez qu'une étude est actuellement en cours visant à la réduction des flux de  
nickel par la suppression à la source de ce composé.

Après examen par l'inspection des installations classées de ce rapport et de vos  
propositions, il s'avère que l'inspection ne peut pas suivre votre avis de classement en ce qui  
concerne les paramètres Zinc, Cuivre, Monobutylétain cation et nonylphénols, détectés lors de  
la campagne de surveillance des rejets aqueux de votre établissement, pour les raisons  
suivantes :

- Zinc, cuivre et monobutylétain cation : les résultats de mesures de ces trois  
paramètres révèlent des teneurs supérieures aux seuils de 10 x NQE (Normes de  
Qualité Environnementale définies par les arrêtés ministériels des 25 janvier 2010  
et 20 avril 2005 modifiés)

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - « certifiée Iso 9001 : 2008 »

44 rue de Tournai - 59019 Lille cedex

Tél : 03 20 13 48 48 - Télécopie : 03 20 13 48 78 - <http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/>





- Nonylphénols : le point de rejet ayant fait l'objet de la surveillance est implanté sur la partie aval de la Scarpe canalisée, déclassée par quatre substances, dont les nonylphénols.

En application des dispositions de la note du Directeur Général de la Prévention des Risques du 27 avril 2011 (téléchargeable sur le site <http://rsde.ineris.fr>), les quatre substances ci-dessus doivent faire l'objet d'une surveillance pérenne.

Je vous invite à étudier en détail le projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposant, d'une part, la surveillance pérenne pour les nonylphénols, le nickel, le zinc, le cuivre et le monobutylétain cation, et, d'autre part, un programme d'actions pour le nickel, et à me faire part de vos remarques éventuelles sous un mois. A défaut de réponse dans les délais impartis, il sera considéré que vous n'avez pas d'observation particulière à formuler. Ce projet d'arrêté sera ensuite proposé à Monsieur le Préfet pour inscription à l'ordre du jour d'un prochain conseil département de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

Je vous informe également que l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée, disponible sur le site [www.aida.ineris.fr](http://www.aida.ineris.fr), précise les prescriptions techniques que doit respecter le laboratoire que vous choisirez pour la réalisation des opérations de prélèvements et d'analyses de substances dangereuses dans l'eau prescrites dans le projet d'arrêté préfectoral.

Enfin, les substances dangereuses prioritaires **nonylphénols** ayant été détectées dans vos rejets, je vous invite à prendre **toutes les dispositions adéquates pour que ces émissions soient supprimées à l'échéance de 2021**, conformément à la directive cadre sur l'eau pour cette catégorie de substances dangereuses.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur et par délégation,  
Pour le Chef d'unité et par subdélégation,  
L'Inspecteur des installations classées

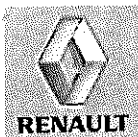


**Richard PREUVOT**



**ANNEXE 4 : Lettre en réponse de l'exploitant du 21/09/2012**





Renault Douai  
Usine Georges Besse  
59509 Douai cedex  
UGB 00T 022  
Département Technique et Développement Durable  
Section de Protection de l'Environnement

Tél. : + 33 (0)1 76 83 98 40  
Fax : + 33 (0)1 76 89 11 60  
Internet : www.renault.fr  
e.mail : caroline.obry@renault.com

(E)  
Eqv2  
ms  
[Signature]

Douai, le : 21/09/2012

Objet : Autosurveillance de l'eau

Réf : CO/NE/012/049

DREAL

Unité Territoriale du Hainaut –  
Cambrais - Douaisis

Parc d'activités de l'aérodrome  
BP 40137

59303 Valenciennes CEDEX

A l'attention de MR PREUVOT

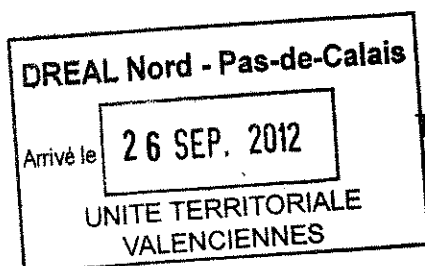
Monsieur,

En réponse à votre courrier RP/V2.2012.558 du 5 septembre 2012, nous souhaitons vous confirmer la prise en compte du projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposant, d'une part, la surveillance pérenne pour les nonylphénols, le nickel, le zinc, le cuivre et le monobutylétain cation, et , d'autre, un programme d'actions pour le nickel.

Nous n'avons pas de remarque particulière à faire, les échanges sur le sujet ayant été réalisés lors de la négociation de notre nouvel arrêté préfectoral en cours de signature.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

  
Michel DEPOORTER



Chef du Département  
Technique et Développement Durable

